Nations Unies E/2009/SR.25

Conseil économique et social

Provisoire

25 août 2009
Français
Original : anglais

Session de fond pour 2009
Débat consacré aux activités opérationnelles

Compte rendu analytique provisoire de la 25e séance
Tenue au Siège, New York, le jeudi 16 juillet 2009, à 10 heures

Président : Mme Gallardo Hernández (Vice-présidente) . . . . . (El Salvador)

Sommaire

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (*suite*)

b) Rapports des conseils d'administration du Programme des Nations unies pour le développement/Programme des Nations unies pour la population, du Fonds des Nations unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

09-43870 (F)

En l'absence de Mme Lucas (Luxembourg), Mme Gallardo Hernandez (El Salvador), Vice-présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

b) **Rapports des conseils d'administration du programme des Nations unies pour le développement/Programme des Nations unies pour la population, du Fonds des Nations unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial** E/2008/34/Rev.1-E/ICEF/2008/7/Rev.1, Supp. No. 14, E/2008/35, Supp. No. 15, DP/2009/9, DP/2009/22, E/2009/5, E/2009/6-E/ICEF/2009/3, E/2009/14, E/2009/34 (Part 1)-E/ICEF/2009/7 (Part 1), E/2009/34 (Part 1)/Add.1-E/ICEF/2009/7 (Part 1)/Add.1, E/2009/36, Supp. No. 16, et E/2009/L.11)

Dialogue avec les chefs exécutifs des fonds et programmes des Nations Unies

1. **Mme Gallardo Hernandez** (Vice-présidente) introduit les quatre personnalités sur le podium, à savoir les chefs exécutifs du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Le dialogue avec eux constitue un moyen important pour le Conseil d'exercer son rôle de principal organe pour la coordination des activités économiques, sociales, humanitaires et connexes du système des Nations unies, y compris la coopération et les activités opérationnelles pour le développement. Les rapports présentés au Conseil par les conseils d'administration des quatre organismes représentés à la réunion constituent une base importante pour les orientations données par le Conseil concernant ces activités au système des Nations unies pour le développement dans son ensemble.

2. Les questions abordées par les quatre personnalités correspondent aux principaux thèmes de l'examen triennal complet. Comme le mandat des organismes des Nations Unies consiste principalement à contribuer au développement des capacités nationales, à l'occasion de l'examen de 2007, l'Assemblée générale a encouragé le système des Nations unies pour le développement à renforcer sa participation, à la demande des pays, aux nouvelles modalités de l'aide et mécanismes de coordination qui mettent l'accent sur les approches sectorielles et le soutien budgétaire. Deux autres questions examinées concernent les données pour le développement et l'innovation technologique dans le contexte du développement des capacités. Au cours des années, l'ONU a joué un rôle majeur en développant la capacité statistique des pays et a appuyé de nombreux pays bénéficiaires de programmes dans la collecte de données et la présentation de rapports sur les progrès accompli vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). S'agissant de l'innovation technologique, une grande partie du succès obtenu par des économies en essor et les pays à revenu moyen tenait à l'utilisation de la technologie. L'ONU a également un rôle important à jouer pour une autre question dont la réunion est saisie, à savoir la protection sociale et les filets de sécurité pour les plus vulnérables en période de crise.

3. L'orateur invite les membres du Conseil à prendre en considération le rôle unique et les avantages comparatifs du système des Nations unies dans tous ces domaines ; la collaboration entre les organismes des Nations unies dans le contexte des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, la mobilisation des capacités plus larges du système des Nations unies pour le développement, y compris des organismes non résidents ; et les efforts destinés à assurer la prise en charge des programmes par les pays et le développement de la capacité nationale.

4. **Mme Clark** (Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)), traitant de la question les problèmes soulevés par le développement dans le nouvel environnement de l'aide, dit que la crise économique a ajouté aux pressions subies par bon nombre de pays, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. L'aide publique au développement (APD) a atteint quelque 120 milliards de dollars en 2008, niveau le plus élevé jamais atteint. Toutefois, les objectifs en matière d'aide des pays donateurs développés sont liés au produit national brut (PNB), qui a baissé en raison de la récession, et l'APD est donc menacée dans un avenir prévisible. Dans le même temps, il faut un soutien

accru aux pays en développement qui ont subi des pertes en matière de commerce, d'investissement et d'envoi de fonds, et qui arrivent difficilement à maintenir les dépenses prioritaires. Dans ces conditions, toutes les ressources financières et autres doivent être mobilisées en faveur du développement. Il faut également que les interventions en faveur du développement aient un caractère holistique et soient axées sur la réduction de la pauvreté, la réalisation des OMD et la promotion du développement durable. Les ressources à la disposition des organismes des Nations Unies doivent être utilisées de manière à produire un impact maximum sur le développement.

5. Les pays en développement eux-mêmes peuvent prendre des mesures pratiques pour accroître leurs revenus, en améliorant les systèmes de recouvrement de l'impôt et en élargissant l'assiette fiscale. Ils peuvent réaffecter leurs dépenses budgétaires en accordant la priorité à l'éducation, à la santé et à la réduction de la faim, et peuvent renforcer leurs systèmes de protection sociale en vue d'atténuer l'impact de la crise sur les populations pauvres et vulnérables. Toutefois, bon nombre de pays n'ont pas les ressources fiscales ou la souplesse budgétaire nécessaires pour opérer rapidement de tels ajustements et ont besoin de ressources additionnelles pour accroître leur capacité à surmonter la crise. Cela rend l'APD plus importante que jamais. Une marge de manœuvre fiscale accrue et l'aide apportée par les institutions financières internationales leur permettraient de maintenir leur budget pour les services de base et poursuivre leurs efforts en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement humain. De leur côté, les donateurs ne doivent pas manquer aux engagements qu'ils ont déjà acceptés, en particulier celui pris à Gleneagles de doubler l'APD pour l'Afrique d'ici à 2010. En présence de politiques et d'interventions appropriées accompagnées d'une APD et d'autres formes de soutien, des progrès vers la réalisation des OMD sont toujours possibles.

6. Il faut tenir dûment compte de l'importance des transferts de ressources financières, de technologies et de connaissance dans le contexte de la coopération Sud-Sud. Le PNUD et d'autres organismes de développement du système des Nations Unies s'attachent à soutenir les pays engagés dans la coopération Sud-Sud grâce au partage de l'expérience et de la technologie.

7. Il est également nécessaire d'aborder le développement de manière plus holistique en combinant les stratégies destinées à atténuer les effets du changement du climat avec celles qui visent à promouvoir le développement et à réduire la pauvreté. La prochaine Conférence des Nations unies sur le changement du climat à Copenhague pourrait servir à encourager l'adoption de moyens durables de sortir de la pauvreté et de réaliser les OMD.

8. Dans le cadre des efforts du Groupe des Nations unies pour le développement tendant à combiner des capacités des organismes des Nations Unies sur le terrain, on est en train, dans plus de 30 pays en Afrique et plus de 90 pays dans le monde, de renforcer la capacité des gouvernements à gérer et à coordonner l'utilisation de l'APD. En collaborant au sein et en dehors du système des Nations Unies, et conformément aux stratégies de développement nationales, les fonds et programmes des Nations unies peuvent réaliser des changements radicaux conformément aux engagements internationaux tels que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, le Programme d'action d'Accra et l'examen triennal complet de 2007.

9. **Mme Obaid** (Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour la population (FNUAP) parle du rôle des données dans le développement. Des informations sur la croissance de la population des pays et ses caractéristiques, les conditions de vie, les ressources physiques et la répartition de la population entre zones rurales et urbaines sont vitales pour l'élaboration des politiques et la planification, mais aussi pour des plaidoyers basés sur des faits et le dialogue. Pour pouvoir être utilisées efficacement, les données doivent être fiables, culturellement pertinentes et comparables sur le plan international. Le besoin de telles données s'est accru par les pressions exercées par la nécessité de réaliser les OMD et la récession économique actuelle, durant laquelle il est crucial de surveiller l'impact de la crise, notamment sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et de réaffecter les ressources publiques aux secteurs les plus nécessiteux.

10. Les organismes des Nations Unies collaborent dans le cadre du Dispositif d'alerte aux impacts et aux vulnérabilités en vue de collecter des informations sur l'impact de la crise. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et le FNUAP collaborent dans le cadre d'un examen pays par pays destiné à identifier les groupes vulnérables et les mesures indispensables à

prendre. Grâce à ses analyses détaillées de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires, le PAM a aidé à identifier les causes profondes de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires, et a recommandé les modalités d'aide les plus appropriées. Toutes ces mesures reposent sur le principe de la prise en charge par les pays, et le système des Nations Unies s'attache à soutenir un seul cadre national établi et géré par les gouvernements. Plusieurs organismes des Nations Unies comme la FAO, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et les commissions régionales s'emploient à fournir des données dans leur propre domaine. Le FNUAP soutient les bureaux nationaux de statistique en apportant une assistance technique pour les recensements et les enquêtes démographiques et sanitaires. L'UNICEF s'efforce de renforcer les systèmes de l'état civil dans le cadre de sa campagne visant à garantir le droit des enfants à un nom et une identité juridique. On est également en train de renforcer les systèmes d'information sur la gestion des services sanitaires. Au Zimbabwe, plusieurs organismes des Nations Unies ont aidé le Gouvernement à organiser le dépistage du VIH chez les femmes enceintes, aidant ainsi à identifier les facteurs qui permettront de faire baisser sa prévalence.

11. La collecte, l'utilisation et l'analyse des données au niveau sous-national et local posent des problèmes de capacité. Les systèmes de surveillance communautaires se sont avérés utiles dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la malnutrition des enfants. Durant les années 1990, la collecte de données normalisées sur l'étendue et la fréquence de la mutilation génitale féminine en Afrique et dans certaines parties de l'Asie a été un moyen efficace de mobiliser l'opinion publique contre ces pratiques. Les recensements sur la population et le logement fournissent des informations indispensables ; ils sont particulièrement précieux dans les pays qui manquent de dossiers administratifs dignes de ce nom et dans les situations d'après conflit. L'ONU a joué un rôle majeur dans la conduite des recensements au Rwanda en 2002 et en Sierra Leone en 2004. Pour accroître la capacité des pays à conduire des recensements de qualité, notamment en Afrique subsaharienne, le FNUAP vient de créer un poste spécial de Coordonnateur exécutif pour les recensements. Le financement des recensements pose un problème majeur étant donné la difficulté qu'il y a à présenter des plans de recensements suffisamment détaillés pour obtenir le soutien des donateurs. La série de recensements de 2010 donne l'occasion de renforcer la capacité nationale en matière de collecte et d'analyse des données, et de former des statisticiens et des démographes plus nombreux.

12. Tous les partenaires de développement doivent travailler ensemble pour garantir que les donateurs ne demandent pas des indicateurs additionnels aux pays bénéficiaires des programmes afin d'éviter de surcharger les institutions nationales tout en protégeant la qualité des programmes de développement en cours et leur évaluation. Pour réduire au minimum le fardeau des pays en matière de présentation de rapports, la surveillance des progrès doit être améliorée nettement. Le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination s'emploie à harmoniser les pratiques de collecte des données, les définitions et les périodes de référence, alors que des initiatives mondiales comme DevInfo et UNData répondent aux besoins en matière de registres d'indicateurs mondiaux. Les données doivent être disponibles plus largement et plus faciles à utiliser, et l'accès aux données doit être considéré comme un élément de la bonne gouvernance et de la transparence.

13. **Mme Veneman** (Directeur exécutif, Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)), traitant de la question de la création de capacités et de l'innovation technologique, dit que de nos jours, la technologie se développe plus rapidement qu'en tout autre période de l'histoire humaine, la puissance des ordinateurs doublant tous les 18 mois. La cinquième Conférence annuelle des Nations Unies sur le Web au service du développement - accueillie par l'UNICEF à New York en février, a mis en relief les utilisations novatrices de la technologie aux fins du développement.

14. Les téléphones mobiles permettent aux pays en développement de surmonter l'absence d'une infrastructure des communications plus traditionnelle et plus onéreuse. L'Afrique compte actuellement des abonnés au téléphone mobile plus nombreux que l'Amérique du Nord tout entière. D'ici à 2010, près d'un Africain sur trois aura accès à un téléphone mobile. Ces appareils sont utilisés, entre autres, pour communiquer les prix des produits aux agriculteurs et de transmettre des données essentielles concernant la santé et les besoins alimentaires aux communautés isolées. Par le passé, cette communication prenait souvent des semaines entières, et cela peut représenter la différence entre la vie et la mort. La messagerie instantanée est également utilisée par le système d'enregistrement des prix des produits alimentaires

dans les zones touchées par la sécheresse de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest ; pour surveiller la distribution de moustiquaires au Nigeria ; pour diffuser des informations sur la prévention du VIH/sida en Ouganda ; pour faciliter la participation des jeunes à l'examen des principales questions au Madagascar ; et pour fournir des informations météorologiques cruciales aux agriculteurs dans les zones de l'Afrique les plus vulnérables aux inondations et aux cyclones. Au Malawi, dans le cadre d'une collaboration avec les milieux universitaires concernant les utilisations novatrices de la technologie pour le développement, des agents sanitaires locaux surveillent l'état nutritionnel des enfants au moyen de téléphones mobiles. Les experts en matière de technologie du secteur privé jouent un rôle essentiel en garantissant la viabilité de ces investissements technologiques. Les entreprises peuvent également aider en fournissant des lignes sans péage ; en offrant des services de messagerie gratuits ; en élargissant la couverture des réseaux mobiles ; et en apportant un soutien technique.

15. Au Bangladesh, une organisation non gouvernementale (ONG) offre à des familles pauvres des panneaux solaires leur permettant d'alimenter quelques ampoules électriques, un chargeur pour les téléphones mobiles et une télévision. Des solutions solaires ont également été mises au point pour les soins de santé et la communication : cela représente un autre exemple de l'utilisation des technologies novatrices. Les milieux universitaires ont aidé à présenter des idées nouvelles concernant ces applications, alors que la société civile et le secteur privé font de ces idées une réalité. De même, les associations professionnelles identifient les façons dont leurs membres hautement qualifiés peuvent surmonter les problèmes humanitaires. Les organismes d'aide au développement internationaux sont appelés à jouer un rôle crucial en créant des capacités locales et en facilitant la prise en charge locale en appuyant des solutions technologiques viables développées sur place qui sont souvent plus appropriées que les solutions importées.

16. **M. de Mistura** (Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM)), s'associant aux recommandations formulées par l'orateur précédent concernant l'emploi de technologies novatrices à des fins humanitaires, dit qu'il vient de rentrer de l'Irak où on utilise les téléphones mobiles pour apporter des modifications de dernière minute aux campagnes de vaccination pour éviter les explosions de bombes.

17. En cherchant à relever le défi posé par les crises alimentaire et financière, le changement du climat et la pandémie de la grippe H1N1, il est essentiel de n'oublier personne. Face à la montée de la pauvreté, le système des Nations Unies doit agir de manière concentrée, créatrice et coordonnée. Il doit mettre au point des filets de sécurité appropriés pour les plus vulnérables du monde. Pour le PAM, cela inclut des programmes « des vivres contre du travail », « de l'argent contre du travail », les bons d'alimentation et les programmes de repas scolaires qui ont un effet multiplicateur en profitant aux communautés dans leur ensemble. Il faut mettre en place les filets de sécurité avant l'éclatement d'une crise ; ils doivent être adaptés aux situations locales et pris en charge par les pays. Ils sont les plus efficaces quand ils sont soutenus par plusieurs donateurs et un système des Nations Unies « Uni dans l'action ».

18. **M. Chang** (États-Unis d'Amérique) voudrait savoir comment les différents organismes entendent donner suite aux exigences des donateurs qui souhaitent voir des résultats concrets.

19. **M. Rutgersson** (Suède) invite les chefs de programmes à fournir des informations plus détaillées sur la manière dont les différents organismes aident les pays en développement à atténuer l'impact de la crise financière mondiale.

20. **M. Al-Humaimidi** (Irak) voudrait savoir comment le FNUAP entend assurer le déroulement harmonieux du prochain recensement en Irak qui déterminera la structure politique du pays. L'Irak est une civilisation ancienne et les Irakiens souhaitent avant tout rejoindre la communauté des nations et réprimer la violence dont ils sont les victimes.

21. **M. Ayub** (Pakistan) dit que le monde se trouve au milieu d'une crise du développement déclenché par des crises multiples qui compromettent les résultats atteints sur plusieurs fronts. Il voudrait savoir comment le système des Nations unies entend aider les pays qui n'ont pas les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins croissants de leur population.

22. **M. Ossio** (État plurinational de Bolivie) dit que dans les années 1980, les institutions de Bretton Woods ont poussé les pays à adopter des politiques qui ont eu pour seul résultat d'aggraver leur pauvreté. Il voudrait

savoir comment les institutions pensent pouvoir persuader les pays développés à respecter leurs engagements en matière d'APD.

23. **M. Birichevskiy** (Fédération de Russie) dit que sa délégation se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne l'application de la résolution 62/2008 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles pour le développement. Elle se félicite également de la contribution accrue du Conseil en ce qui concerne les activités opérationnelles. Il faut espérer que la contribution des institutions à l'amélioration de la gestion et de la transparence du système des Nations Unies pour le développement et des coordonnateurs résidents se soldera par l'amélioration des rapports soumis lors de futures sessions.

24. Les chefs de programmes devraient expliquer comment l'approche «Unis dans l'action » peut-être rendue plus inclusive et comment les institutions non représentées au niveau des pays peuvent néanmoins participer à l'exécution de projets pilotes. Il se demande quelle est la probabilité que les OMD ne seront pas atteint d'ici à 2015 et comment le système des Nations unies ferait face à cette éventualité dans la période qui suivra la date limite.

25. **M. Goffin** (Observateur de la Belgique) voudrait savoir si le PNUD soutiendra les gouvernements pour les aider à ajuster leurs budgets face aux crises. Il se demande quel est le mécanisme qui garantira que les 20 milliards de dollars promis par le G-8 sont utilisés de manière appropriée et comment on peut renforcer la capacité d'absorption des pays bénéficiaires.

26. **Mme Schwabe-Hansen** (Norvège) dit que son pays s'est engagé à maintenir le niveau actuel de son aide au développement. À un moment où la demande de ressources financières est élevée, on exige que les pays donateurs montrent que leur aide est utilisée de la meilleure manière possible.

27. L'orateur se féliciterait d'obtenir des informations sur l'état d'avancement des plans concernant la création d'une équipe commune Banque mondiale/Nations Unies au niveau des pays chargée de faire face à la crise. Alors qu'il existe une forte tendance à envisager de nouveaux mécanismes pour surmonter la crise, il est important de ne pas perdre de vue les progrès accomplis à la suite des efforts à long terme actuellement en cours.

28. L'orateur souhaiterait entendre des observations concernant la manière dont la création de capacités et le développement institutionnel, et en particulier le remplacement des projets par des programmes, se répercutent sur les opérations des organismes des Nations unies pour le développement, à la fois au centre et au niveau des pays. Elle se demandait également si, étant donné la crise, les pays bénéficiaires de programmes n'ont pas besoin de projets plutôt que de conseils concernant les politiques.

29. Enfin, elle apprécierait des suggestions concernant la manière d'améliorer la qualité des rapports sur les résultats de l'aide au développement tout en réduisant le fardeau connexe et en évitant les doubles emplois.

30. **M. Rastam** (Malaisie) dit que les pays donateurs ont l'obligation d'honorer leurs engagements en matière d'aide au développement malgré la crise financière et économique mondiale. Cette crise ne doit pas empêcher les organismes des Nations Unies œuvrant pour le développement de poursuivre leurs activités, même s'il leur faut des ressources additionnelles à cette fin.

31. On a dit que les pays n'ont qu'une capacité limitée à conduire des recensements suffisamment détaillés. Peut-on préciser ces limites ? Tiennent-elles à un manque de ressources ou à l'absence de données ? Dispose-t-on de moins de ressources pour conduire des recensements du fait de la crise financière et économique mondiale ?

32. L'un des obstacles au développement de l'infrastructure réside dans le fait que même si les frais d'entretien à long terme sont abordables, le coût de l'investissement initial est trop élevé. Quelles sont les mesures prises pour régler ce problème ?

33. **Mme Basilio** (Philippines), notant que les pays en développement expriment souvent leur inquiétude à l'égard du manque d'accès à la technologie, voudrait savoir quelles sont les mesures prises par les fonds et programmes des Nations unies pour régler ce problème. S'agissant du Dispositif mondial d'alerte aux impacts et aux vulnérabilités, elle voudrait savoir quand il sera opérationnel et comment les pays en développement peuvent y accéder.

34. **M. Steeghs** (Pays-Bas) dit qu'un système conformément auquel les fonds, une fois alloués, ne peuvent pas être réaffectés, n'est peut-être pas le

meilleur moyen de répondre à la crise économique actuelle. L'orateur s'interroge sur le degré de souplesse dont disposent les organismes des Nations unies en ce qui concerne la réallocation des ressources d'un pays ou d'un secteur à un autre où les besoins pourraient être plus pressants.

35. Alors que l'APD est importante, et que les gouvernements doivent certainement honorer leurs engagements à cet égard, elle ne représente pas le seul moyen pour les pays de relever le défi posé par la crise. Ils doivent trouver des solutions locales au lieu de dépendre exclusivement de l'aide extérieure.

36. **M. Shao** (Chine) souligne l'importance de la coopération Sud-Sud, du renforcement des systèmes de sécurité sociale et l'utilisation de la science et de la technologie pour accroître l'efficacité de l'aide. Il pense comme le Directeur exécutif du FNUAP que tous les partenaires de développement doivent travailler ensemble pour assurer le maintien de la qualité des programmes sans imposer des fardeaux additionnels aux pays en développement.

37. La collecte de données est cruciale pour le développement. Toutefois, la collecte de données additionnelles exige des ressources accrues - problème que bon nombre de pays bénéficiaires de programmes trouvent difficile à résoudre. Il faut créer de nouveaux indicateurs de développement uniquement s'ils sont pertinents. Au lieu de concentrer l'attention sur les données et les indicateurs, il faut accorder la priorité aux activités de développement.

38. **Mme Lida** (France) dit que l'examen triennal complet des activités opérationnelles pour le développement représente un moyen essentiel de renforcer l'action du système des Nations Unies face à la crise financière et économique mondiale. Le rapport sur la mise en œuvre de l'examen fait état des difficultés rencontrées lors de l'élaboration du plan d'action pour les pays qui sont en train de mettre au point un leur nouveau cadre de planification. Quelles sont exactement ces difficultés ?

39. Quelles sont les mesures envisagées pour harmoniser les informations fournies aux États Membres concernant les programmes exécutés par des organismes des Nations Unies sur le terrain ? Il faut améliorer la présentation de ces informations.

40. Des progrès notables ont été accomplis en matière de simplification et d'harmonisation des procédures. Quelles sont les mesures additionnelles que les fonds et programmes des Nations Unies pourraient prendre à cet égard ?

41. **Mme Clark** (Administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)) dit que le PNUD, qui possède un vaste réservoir de connaissances qui peuvent être utilisées pour faciliter le transfert des idées et des pratiques, a apporté son soutien à différentes formes de transferts Sud-Sud de la technologie, y compris le transfert des technologies de l'énergie solaire de l'Inde à des pays africains, et le transfert de la technologie des biocarburants du Mali à l'Équateur.

42. S'agissant de l'atténuation de l'impact des crises financière et économique mondiales, le PNUD et la Banque mondiale ont été chargés d'une enquête sur la manière dont les acteurs de l'aide au développement peuvent conjuguer leurs efforts pour appuyer les pays les plus durement touchés par la crise. Le PNUD peut ajouter une perspective de développement humain à l'analyse de l'incidence de la récession sur les pays en développement. Il peut également faire une contribution en aidant les pays en matière de conception des politiques, y compris des conseils concernant le remaniement des priorités budgétaires.

43. Malgré tout le soutien apporté par les organismes de développement des Nations unies, bon nombre de pays à faible revenu n'ont pas suffisamment de ressources pour faire ce qu'il faut pour atteindre les OMD. Pour corriger cette situation, il faut de l'APD et une souplesse fiscale de la part des institutions financières internationales. Le PNUD est engagé dans des plaidoyers à cet effet en demandant instamment aux pays développés d'honorer leurs engagements à l'égard de l'aide au développement et de garantir que les pays à faible revenu obtiennent une part équitable du financement convenu lors du sommet du G-20 tenu en avril 2009.

44. Les pays donateurs et les organismes de développement font l'objet de pressions afin qu'ils montrent que l'aide qu'ils fournissent produit des résultats positifs. Or il n'est pas toujours facile de progresser en matière de développement. Un grand nombre d'acteurs, y compris les gouvernements et les populations des pays bénéficiaires eux-mêmes ont un rôle à jouer, et les résultats du développement sont également affectés par divers facteurs extérieurs tels que la récession, la crise alimentaire et le changement

du climat. Dans ce contexte, les organismes de développement des Nations Unies doivent faire de plus grands efforts en définissant nettement les repères et les résultats attendus de l'aide qu'ils fournissent afin de pouvoir rendre compte de l'utilisation de chaque dollar mis à leur disposition.

45. Les chefs des organismes de développement des Nations unies, qui se sont réunis la veille, ont souligné que les équipes de pays devaient collaborer étroitement pour obtenir les meilleurs résultats possibles. On a envisagé la possibilité d'entreprendre des missions conjointes, ce qui enverrait un message puissant aux équipes de pays quant à l'importance de la collaboration.

46. **Mme Obaid** (Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour la population (FNUAP), dit que les pays donateurs demandent souvent des résultats immédiats, mais qu'une bonne part des activités de développement menées par les Nations Unies est axée sur le long terme. Néanmoins, tous les organismes des Nations Unies ont des plans stratégiques dont les résultats sont mesurés par rapport à des repères, des indicateurs et des résultats attendus, constituant ainsi un cadre qui permet rendre compte des résultats à la fois en matière de développement et de gestion. En outre, certains donateurs ont établi leurs propres indicateurs qu'il faut également prendre en considération. En fin de compte, ce sont les gouvernements - plutôt que les institutions et les donateurs - qui sont directement responsables pour les résultats obtenus. En général, il faut procéder à une réforme de l'audit de l'aide au développement en vue de l'aligner sur la transition des projets aux programmes.

47. S'agissant de l'atténuation de l'impact de la crise financière, il faut accorder la priorité aux pays les plus nécessiteux. Par exemple, plusieurs organismes des Nations Unies collaborent avec la Banque mondiale pour accélérer les efforts en faveur de l'amélioration de la santé des mères et des nouveau-nés dans les 25 pays ayant besoin d'un soutien immédiat dans ce domaine. La crise exige également que l'on accorde une attention accrue à la relation horizontale entre les secteurs de manière à ce que les résultats obtenus dans un secteur aient un impact sur d'autres. Une autre conséquence de la crise, c'est que le FNUAP n'a aucune idée concernant les ressources financières dont il disposera les années à venir, puisque ses principaux donateurs ne l'ont pas encore informé de leurs futures contributions.

48. Le FNUAP collabore étroitement avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Irak dans la préparation du recensement dans ce pays. Son rôle consiste à créer des capacités en communiquant aux autorités compétentes les connaissances technologiques les plus récentes, de manière à ce que le recensement puisse être conduit de manière efficace et produire des données répondant aux normes internationales. Un dossier technique spécial a été établi pour chaque pays qui conduit un recensement. Les pays qui n'ont pas la compétence technique nécessaire à cet égard dépendent souvent de l'aide apportée par d'autres pays, et à cet égard, ils ont recours fréquemment à la coopération Sud-Sud. Les pays donateurs contribuent eux aussi à l'organisation des recensements en annonçant des contributions à l'occasion de conférence de donateurs organisée spécifiquement à cette fin.

49. S'agissant de la souplesse budgétaire, le FNUAP s'efforce chaque année de transférer des ressources destinées à un pays qui, pour une raison ou une autre, ne peut pas les utiliser à des pays qui sont en mesure de le faire.

50. **Mme Veneman** (Directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)) dit qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour atteindre les OMD d'ici à 2015. Il faut concentrer les efforts sur les domaines où les besoins sont les plus aigus. Par exemple, l'Afrique et l'Asie du Sud représentent 50 pour cent et 40 pour cent respectivement des objectifs non atteints. Ces deux régions représentent 92 pour cent de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et 93 pour cent de la mortalité maternelle, alors que l'Inde à elle seule représente 21 pour cent de la mortalité des moins de cinq ans et 22 pour cent de la mortalité maternelle.

51. La mortalité infantile a en fait baissé de 60 pour cent depuis 1960 et l'orateur pense que les chiffres qui seront publiés en septembre représenteront également une bonne nouvelle. Dans certains pays, les progrès ont été moins importants : en Éthiopie, en Érythrée, en Égypte et au Mozambique par exemple, la baisse n'a été que de 40 pour cent. Néanmoins 9,2 millions d'enfants meurent chaque année de causes évitables, dont la moitié pendant les 28 premiers jours de leur vie. Cela indique que des résultats majeurs peuvent être obtenus en mettant l'accent sur la période néonatale, ce

qui exige le renforcement des systèmes de santé et l'amélioration de l'accès aux soins. Les progrès concernant la réduction de la mortalité maternelle ont été plus lents, mais bien des pays, par exemple le Mozambique et la Syrie, ont obtenu de bons résultats.

52. La coopération entre les organisations internationales et les gouvernements permet d'atteindre des résultats impressionnants : les campagnes d'immunisation conduites en Afrique ont déjà réduit l'incidence de la rougeole de 90 pour cent, trois ans avant la date limite. D'ici à 2010, toutes les régions touchées par le paludisme disposeront de moustiquaires ; les données de mortalité future refléteront cette situation.

53. L'orateur souligne que les OMD représentent des objectifs spécifiques sur lesquels les pays et le système des Nations Unies peuvent concentrer leur attention. Toutefois, il faut de plus amples informations pour mieux comparer les situations relatives dans les pays individuels. On a actuellement tendance à s'éloigner des projets individuels pour mettre l'accent sur la mise en place de systèmes durables. Les ressources doivent être allouées là où elles produisent un maximum d'effets et là où des lacunes ont été identifiées. De plus en plus souvent, les pays demandent une assistance non pas sous forme de ressources financières, mais sous forme d'un transfert de connaissances et de ressources techniques qui les aident à atteindre leurs objectifs de développement. Le système des Nations Unies doit donc promouvoir une culture de compétence technique.

54. L'orateur soutient l'amélioration de la coordination ; la présentation de rapports communs, par exemple sur les OMD, pourrait être un moyen d'éviter les doubles emplois. Elle appuie fermement la coopération au sein du système des Nations Unies, à la fois aux niveaux supérieurs de l'administration et sur le terrain, y compris la coopération entre les différents bureaux et organismes dans les pays et avec les gouvernements. Dans le domaine de la santé maternelle et infantile, l'UNICEF collabore avec diverses parties prenantes, y compris la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Alliance mondiale pour les vaccins et d'immunisation et la Banque mondiale en faveur d'une planification commune dans des domaines comme la santé, l'éducation, la protection et des droits de l'homme.

55. On fait tout son possible pour acheminer les ressources vers les domaines où elles ont un maximum d'impact, surtout à long terme, pour briser le cycle de la pauvreté. Par exemple, en s'attachant à améliorer la nutrition des enfants de moins de deux ans on améliore nettement leur développement cognitif. Les enfants qui ne bénéficient pas d'une nutrition adéquate durant cette période auront des difficultés à l'école et, plus tard, dans la recherche d'un emploi. En soulignant l'éducation et la persévérance scolaire, par exemple en identifiant les raisons pour lesquelles les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école, on augmentera la chance qu'ont les enfants de réussir leur vie.

56. Les fonds discrétionnaires de l'UNICEF sont limités ; en raison des récentes crises alimentaire et financière, il a apportée un soutien additionnel à ses programmes de nutrition. Répondant au représentant de la Malaisie, l'orateur dit que les institutions comme la banque Grameen peuvent devenir des sources utiles de financement de rechange. Par exemple, des femmes au Bangladesh et en Afrique ont acquis des téléphones mobiles et les ont utilisés en tant que source de revenus, en percevant une petite redevance pour leur utilisation. En Afrique, l'utilisation des téléphones mobiles pour envoyer des messages destinés à décourager la mutilation génitale féminine a été combinée avec une campagne d'alphabétisation.

57. Pour terminer, l'orateur dit que la communauté internationale ne doit pas perdre de vue l'aspect sexospécifique du développement et de l'élimination de la pauvreté. L'accès aux soins maternels, la nutrition durant la grossesse et l'éducation des filles doivent demeurer prioritaires. Il faut s'attacher davantage à maintenir les adolescents à l'école, ce qui retardera les mariages et limitera la taille des familles, et à éliminer la violence sexiste.

58. **M. de Mistura** (Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM)) dit que les crises actuelles donnent l'occasion de concentrer l'attention sur l'obtention d'un maximum de résultats pour l'argent dépensé, à la fois pour les donateurs et les pays en développement. Du moins le PAM peut démontrer des résultats concrets immédiats, par exemple le nombre de sacs de blé livrés, mais pour les autres institutions il est parfois difficile de montrer des résultats immédiats parce que par sa définition même, le développement durable est un processus à long terme.

59. La récente réunion du G-8 a replacé la sécurité alimentaire et la production agricole au centre de

l'attention, ce qui est bienvenu. À long terme, il est important accroître la production vivrière globale ; à court terme, il est important d'alimenter ceux qui ont faim à l'heure actuelle. Ces efforts ont généralement été couronnés de succès : on a apporté de l'aide alimentaire à des personnes souffrant de faim, y compris plus de 7 millions d'enfants, réduisant ainsi les tensions et évitant les émeutes dues à la pénurie alimentaire observées dans le récent passé. Cela donnera le temps aux institutions partenaires, y compris la FAO et le FIDA, d'obtenir des résultats à plus long terme.

60. S'agissant des efforts destinés à atténuer les effets de la crise financière, il existe certains instruments qui sont également précieux pour surmonter la crise alimentaire. Il est important de soutenir ceux qui sont le plus touchés tout en prenant des mesures pour prévenir l'accroissement du nombre de personnes affectées, par des programmes comme « de la nourriture contre le travail », les bons de repas scolaires et l'aide alimentaire.

61. Passant à la question du recensement en Irak, l'orateur souligne l'importance d'un recensement moderne basé sur les normes internationales pour la validité du processus électoral afin d'éviter toute mise en cause des résultats. L'Irak dispose dans une très grande mesure des ressources humaines et financières nécessaires pour l'exécution d'un tel projet, l'ONU fournissant des services consultatifs à cet égard. Quant à l'utilisation de la nouvelle technologie, l'orateur note l'utilisation très répandue des téléphones mobiles dans le secteur de santé irakien pour promouvoir les vaccinations.

62. Répondant au représentant de la Belgique, il dit qu'il sera important d'utiliser à bon escient les 20 milliards de dollars d'aide alimentaire versée sur une période de trois ans convenue par le G-8. Le PAM est déjà en train d'identifier les domaines où ces fonds peuvent être employés de plus utilement et l'orateur invite les donateurs à faire eux aussi des propositions. Le PAM concentre actuellement son attention sur l'aide aux petits agriculteurs ; certains des fonds pourraient être affectés à ce domaine. Des ressources additionnelles pourraient être utilisées pour maintenir et accroître la production agricole afin de nourrir ceux qui souffrent de faim. Dans ce contexte, l'orateur montre aux représentants une grande tasse rouge distribuée par le PAM qui constitue une ration alimentaire à haute teneur en protéines pour des écoliers. À l'heure actuelle, le PAM peut remplir seulement le quart de cette tasse ; le nouveau financement lui permettra de la remplir complètement. Une partie des 20 milliards de dollars devrait être utilisée pour maintenir les personnes en vie en attendant de parvenir à une meilleure sécurité alimentaire et à l'accroissement de la production agricole.

63. **M. Chang** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation comprend parfaitement la difficulté qu'il y a à obtenir et à démontrer des résultats tangibles. Il faut surmonter deux obstacles principaux. L'APD fournie par les États ne représente qu'une petite partie de l'ensemble des ressources affectées au développement et l'aide fournie par les organismes du système des Nations Unies représente des montants encore plus faibles. Ce ne sont donc pas des ressources énormes pour travailler. En outre, il est difficile d'attribuer les responsabilités, et il n'est pas juste de blâmer les institutions pour l'absence de progrès vers la réalisation des OMD. Toutefois, sur un plan plus fondamental, l'orateur se demande comment les programmes sont conçus, comment les objectifs sont fixés et comment les succès sont évalués quand des donateurs contribuent des fonds pour des activités destinées à renforcer le système et à combler les lacunes. Des rapports soumis aux donateurs qui montrent comment l'argent est dépensé et quels sont les progrès accomplis permettraient pour une bonne part de justifier ces dépenses chez les pays donateurs.

64. **Mme Clark** (Administrateur du programme des Nations unies pour le développement (PNUD)), dit que la discussion a été utile en précisant quand des résultats peuvent être démontrés clairement et quand cela n'est pas le cas. Il est important que les donateurs sachent comment leur argent est employé et quels sont les résultats; il est également important de trouver des moyens efficaces de présenter les informations. Le concept «Unis dans l'action » pourrait être étendu au concept «Unis dans la présentation de l'information ». Tous les organismes des Nations Unies sont attachés à la présentation de rapports transparents et clairs, mais le fardeau connexe est déjà très lourd. Peut-être pourraient-ils présenter des rapports communs sur des pays individuels. C'est une possibilité que l'on pourrait examiner dans le contexte de la réforme des Nations Unies actuellement en cours.

65. **Mme Obaid** (Directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)) souligne

qu'au niveau des pays, les objectifs sont définis et les résultats évalués en coopération avec les gouvernements à la lumière de leurs plans nationaux de développement. De plus en plus souvent, le système des Nations unies soutient l'application des priorités nationales. Par conséquent, les gouvernements et le système des Nations Unies ont une responsabilité partagée à l'égard des résultats obtenus.

66. Répondant à la représentante de la France, l'orateur dit qu'à la fois au centre et au niveau des pays l'on s'efforce d'harmoniser les règles financières et les pratiques en matière de ressources humaines. Le FNUAP a présenté des propositions à cet égard à la fois aux donateurs et au pays bénéficiaires. Malheureusement, ces réformes exigent des ressources additionnelles qui, bien que promises, ne sont pas arrivées. En attendant que des ressources additionnelles soient allouées spécifiquement à cette fin, les organisations continueront à faire tout leur possible dans le cadre des ressources disponibles.

67. **M. de Mistura** (Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondiale (PAM)) dit que face à des crises, il faut une attention soutenue. Il est temps d'agir. Les crises actuelles donnent l'occasion de réformer les procédures de présentation des rapports et de parler d'une seule voix. Il faut accélérer les efforts déjà entrepris à cet effet.

La séance est levée à 12 h 45.